

**Resultat de la Consultation Pour la
Reforme du Decret 95-377 sur la
Mise en Compatibilite des
Investissements Avec
L'Environnement**

Avril 1999

Resultat de la Consultation Pour la Reforme du Decret 95-377 sur la Mise en Compatibilite des Investissements Avec L'Environnement

Fascicule 1 Resultat

Pour le Compte de L'Office National de L'Environnement de Madagascar

Preparée pour:
USAID/Madagascar

Avril 1999

Environmental Policy and Institutional Strengthening Indefinite Quantity Contract (EPIQ)

Partners: International Resources Group, Winrock International,
and Harvard Institute for International Development

Subcontractors: PADCO; Management Systems International; and Development Alternatives, Inc.

Collaborating Institutions: Center for Naval Analysis Corporation; Conservation International; KNB
Engineering and Applied Sciences, Inc.; Keller-Bliesner Engineering; Resource Management International,
Inc.; Tellus Institute; Urban Institute; and World Resources Institute.

Contenu

Contenu.....	i
Introduction	1
Avant-projet de décret relatif à la mise en compatibilité des Investissements avec l'environnement comportant de nouvelles dispositions et abrogeant le Décret n° 95-377 du 23 mai 1995	1
Chapitre I	1
Dispositions Generales	1
Article premier	1
Article 2.....	1
Article 3.....	2
Les modalités d'évaluation sont fixées dans une directive du Ministre chargé de l'Environnement sur proposition de l'ONE.....	3
Article 4.....	3
Article 5.....	3
Article 6.....	3
Article 7.....	4
Chapitre II Des Regles et Procedures Applicables pour la Mise en Compatibilite des Investissements avec L'Environnement.....	5
Section I.....	5
Des modalités de l'étude d'impact	5
Article 8.....	5
Article 9.....	7
Section II de la Procédure D'Evaluation	8
A. De la demande d'évaluation.....	8
Article 10.....	8
Article 11.....	8

B. De l'évaluation par le public	9
Article 12.....	9
C. De la consultation sur place des documents	9
Article 13.....	9
D. De l'enquete publique.....	10
Article 14.....	10
Article 15.....	11
Article 16.....	11
E. De l'audience publique	12
Article 17.....	12
Article 18.....	13
Article 19.....	15
Section III De l'évaluation environnementale	15
Article 20.....	15
A. Des organes d'évaluation environnementale.....	16
Article 21.....	16
Article 22.....	16
Article 23.....	16
Article 24.....	16
Article 25.....	17
Article 26.....	17
Article 27.....	17
Article 28.....	18
Article 29.....	18
Chapitre III Du suivi et du controle	19
Article 30.....	19
Des manquements et sanctions.....	19
Article 31.....	19
Article 32.....	19
Article 33.....	20
Article 34.....	20
Article 35.....	20
Article 36.....	21

Chapitre IV Dispositions Transitoires.....	22
Article 37.....	22
Article 38.....	22
Article 39.....	23
Article 40.....	23
Chapitre V Dispositions Finales.....	24
Article 41.....	24
Article 42.....	24
Article 43.....	24
Annexe 1: du decret Projets obligatoirement soumis a l'etude d'impact sur l'environnement..	25
Investissement Obligatoirement Assujettis au Étude D'Impact Environnemental.....	25
Infrastructure et Aménagement	25
Secteur Minier	26
Mine.....	26
Pétrole	26
Secteur Industriel	26
Ressources Naturelles Renouvelables	28
Tourisme et Hotellerie	28
Annexe 2: Du Decret Projet Obligatoirement Soumis au Programme D'Engagement Environnemental (PREE).....	29
Investissement Obligatoirement Soumis à un Programme D'Engagement Environnemental	29
Infrastructure et Aménagement	29
Secteur Minier	29
Mine.....	29
Pétrole	30
Secteur Industriel	30
Tourisme et Hotellerie	30
Ressources Naturelles Renouvelables	30

Annexe 3: du Decret Alternative au 0,5% Pour la Participation des Promoteurs au Frais D’Evaluation et de Suivi	31
Annexe 4: du decret Proposition du contenu d’une PREE.....	32
Programme d’Engagement Environnemental (PREE)	32
Annexe 5: du decret Proposition de Demande D’Agrement Environnemental Permettant L’Obtention d’un Certificat de Conformité.....	34
Agrément de Conformité Environnemental.....	34
Contenu type d’une demande d’agrément	35
Introduction	35
Contexte de L’Activite	35
Description de L’Activite du Requéranant	35
Description Sommaire du Milieu Recepteur et des Environs qui sont Affectés par L’Investissement	36
Environnement Physique	36
Environnement Biologique	37
Milieu Humain (environnement socio-économique et culturel)	37
Proposition de Directive pour l’élaboration d’un PREE dans le Secteur Industriel.....	39
Directive pour la Realisation du PREE Programme d’engagement environnemental (secteur industriel)	39
1. La présentation du promoteur	39
2. Le contexte du projet	39
3. Description du projet.....	40
3.1. Présentation de la technologie	40
3.2. Description des caractéristiques techniques	40
3.3. Description des rejets et des nuisances.....	41
4. Identification des impacts sur le milieu naturel et humain.....	41
4.1. Principaux impacts sur le milieu naturel.....	41
4.2. Principaux impacts sur le milieu humain	41
5. Mesures d’atténuation des impacts identifiés	42
6. Gestion des risques d’accident.....	42

Proposition de Directive pour l'élaboration d'un PREE dans le secteur minier	44
Directive pour la Realisation du PREE (Secteur Minier).....	44
Contenu du PREE.....	44
1. La présentation du promoteur:.....	44
2. Le contexte du projet	44
3. Description du projet.....	45
3.1 Présentation de la technologie	45
3.2 Description des rejets et des nuisances.....	46
4. Identification des impacts sur le milieu naturel et humain.....	46
4.1. Principaux impacts sur le milieu naturel.....	46
4.2 Principaux impacts sur le milieu humain	47
5. Mesures d'atténuation des impacts identifiés	47
6. Mesures de remise en état des lieux	48
Motivation des Choix des Seuils D'Assujettissement au EIE et au PREE par Secteur	49
Secteur Minier	51
Seuil EIE.....	52
Ressources Naturelles Renouvelables.....	55
Motivation du Choix de L'Alternative au 0,5% Comme Participation du Promoteur a L'Évaluation de l'EIE et au Suivi du PGEP	58

Introduction

Le présent document est divisé en deux fascicules. Le premier étant les résultats de la consultation de 60 jours homme qui a mené à la re formulation du décret de la MECIE et ces annexes pour le rendre plus opérationnel tout en prenant en compte les critiques provenant des différents milieux (gouvernement, ministère sectoriel, secteur privé, etc.). Il contient donc un avant projet du décret, l'annexe 1 du décret relatif au projet soumis à l'EIE, l'annexe 2 relatif au projet soumis au PR.E.E, l'annexe 3 proposant une alternative au 0,5% des frais de participation demandé à tout promoteur, l'annexe 4 correspondant au contenu d'un PR.E.E et l'annexe 5 correspondant au contenu d'une demande d'agrément environnemental.

Ce fascicule contient également des propositions de directive sectorielle (mine et industrie) précisant le contenu et la forme du PR.E.E pour les secteurs respectifs. Finalement, il démontre la motivation des choix des seuils d'assujettissement.

Le deuxième fascicule correspondant aux annexes. Il donne la méthodologie de travail, les termes de référence des différents consultants, la bibliographie utilisée, les personnes sollicités pour des apports de commentaire, les commentaires obtenues, et les différents documents de travail élaborés au cours de cette consultation.

Le premier fascicule fera l'objet de différents consultations au cours des prochains mois. Des modifications de forme et de fond seront certainement apportées à ce dernier. Les différents consultants retravailleront à l'élaboration de la version finale au cours des prochains mois.

Le 8 mars 1999

Paul-André Turcotte

Coordonnateur de la consultation

Avant-projet de décret relatif à la mise en compatibilité des Investissements avec l'environnement comportant de nouvelles dispositions et abrogeant le Décret n° 95-377 du 23 mai 1995

Chapitre I

Dispositions Generales

Article premier

Conformément à l'article 10 de la loi n° 90.033 du 21 Décembre 1990 portant Charte de l'Environnement, les projets d'investissements publics ou privés susceptibles de porter atteinte à l'environnement doivent faire l'objet soit d'une étude d'impact (EIE), soit d'un Programme d'Engagement Environnemental (PREE), selon que les projets relèvent des dispositions des articles 2 ou 3 suivants.

Dans tous les cas, il est tenu compte de la nature technique, de l'ampleur des dits projets ainsi que la sensibilité du milieu d'implantation.

Les projets d'investissement soumis à autorisation ou à approbation d'une autorité administrative font également l'objet d'une étude d'impact telle qu'elle est prévue pour les projets visés par les dispositions de l'article 2.

Le présent Décret a pour objet de fixer les règles et procédures à suivre en vue de la Mise en Compatibilité des Investissements avec l'Environnement et de préciser la nature des attributions respectives des institutions ou organismes habilités et leur degré d'autorité.

Article 2

Les projets suivants, qu'ils soient publics ou privés, ou qu'il s'agisse d'investissements soumis au Droit Commun ou régis par des règles particulières d'autorisation, d'approbation ou d'agrément, sont soumis aux prescriptions ci-après:

- a. une étude d'impact,

- b. l'obtention d'un permis environnemental délivré à la suite d'une évaluation favorable de l'étude d'impact,
 - c. la délivrance d'un Plan de Gestion Environnemental du Projet (PGE) constituant le cahier des charges environnemental du Projet.
1. Toutes implantations ou modifications d'aménagements, ouvrages et travaux situés dans les zones particulièrement sensibles.

Un arrêté interministériel initié par le Ministère chargé de l'Environnement porte désignation de ces zones (arrêté 4355/97 du 13/05/97 sur les zones sensibles), ainsi que tous modificatifs éventuels, faits par les Ministères sectoriellement compétents, d'office ou sur proposition de l'ONE.

D'ores et déjà, sont considérés comme zones particulièrement sensibles pour l'application du présent article: les récifs coralliens, les mangroves, les îlots, les forêts tropicales, les zones sujettes à érosion, les zones arides ou semi-arides, sujettes à désertification, les zones de conservation naturelle, les zones marécageuses, les zones abritant des espèces protégées et / ou en voie de disparition, les zones présentant un intérêt archéologique ou historique, les périmètres de protection des sites et monuments historiques et les périmètres de protection des eaux potables, minérales ou souterraines, sont également considérées comme zones particulièrement sensibles, les zones à forte densité de population;

2. Toutes implantations ou modifications des aménagements, ouvrages et travaux susceptibles, de par leur nature technique, leur contiguïté, l'importance de leurs dimensions et de la sensibilité du milieu d'implantation d'avoir des conséquences dommageables sur l'environnement.
3. D'une manière générale, les types d'investissements figurant dans l'Annexe I du présent Décret.

Article 3

Les projets d'investissements figurant dans l'Annexe II du présent Décret sont soumis aux prescriptions suivantes:

- la production par l'investisseur d'un Programme d'Engagement Environnemental (PREE) dont le contenu fait l'objet d'un Arrêté d'application (variante: de l'Annexe 4 au présent Décret)
- une évaluation du Programme d'Engagement par les cellules environnementales dans le ministère sectoriel directement concerné.

Les modalités d'évaluation sont fixées dans une directive du Ministre chargé de l'Environnement sur proposition de l'ONE.

Article 4

Pour les investissements visés à l'article 2, le permis environnemental constitue une condition de légalité de toute autre autorisation administrative, notamment le permis de construire et le permis minier ainsi que toute autorisation d'exploitation d'activités industrielles et touristiques, artisanales, agricoles, halieutiques, d'infrastructure, d'aménagement; elle constitue un préalable obligatoire à tout commencement des travaux. Il est délivré par le Ministre chargé de l'Environnement.

Article 5

L'étude d'impact consiste en l'examen préalable des impacts potentiels prévisibles d'une activité donnée sur l'environnement, elle devra mettre en œuvre toutes les connaissances scientifiques pour prévoir ces impacts et les amener à un niveau acceptable pour assurer l'intégrité de l'environnement dans les limites des meilleures technologies disponibles à un coût économiquement viable. Le niveau d'acceptabilité est apprécié en particulier sur la base des politiques environnementales, des normes légales, des valeurs limites de rejets, des coûts sociaux, culturels et économiques, des pertes en patrimoines.

Toute absence d'étude d'impact, entraîne la suspension d'activité, à partir du moment où l'allégation est vérifiée. La suspension est prononcée par le Ministère chargé de l'Environnement sur demande de l'ONE ou sur sa propre initiative.

Article 6

Conformément à sa mission définie à l'article 4 du décret n° 95-607 du 19 Septembre 1995 susvisé et de ses modificatifs, l'Office National pour l'Environnement (ONE) est chargé d'élaborer les normes environnementales de référence et éventuellement, les directives techniques pour chaque type d'activité considéré. Il assure le suivi et l'évaluation de

l'applicabilité des normes et procédures fixées pour la Mise en Compatibilité des Investissements avec l'Environnement.

Les normes tant nationales qu'internationales ainsi que les directives, en matière environnementale, seront, portées à la connaissance du public par voie d'arrêté publié au Journal Officiel de la République de Madagascar ou par tout autre moyen public légal.

Les normes préconisées en la matière par les organismes internationaux affiliés aux Nations Unies doivent servir de standard de référence, dans les cas où les normes nationales sont inexistantes.

Article 7

Sous l'impulsion du Ministère chargé de l'Environnement et avec l'appui technique de l'ONE, toutes informations et toutes données utiles en matière environnementale sont diffusées, chacun en ce qui le concerne, par le Ministères sectoriels directement intéressés.

Les collectivités territoriales, et notamment les communes, peuvent être associées à cette diffusion.

Chapitre II Des Regles et Procedures Applicables pour la Mise en Compatibilite des Investissements avec L'Environnement

Section I

Des modalités de l'étude d'impact

Article 8

L'étude d'impact est effectuée aux frais et sous la responsabilité du promoteur. Son contenu est en relation avec l'importance des travaux et aménagements projet s et avec leurs incidences possibles sur l'environnement mais elle doit au moins comprendre:

1. Un document certifiant la situation juridique du cadre physique du projet
2. Une description du projet d'investissement précisant ses caractéristiques spécifiques au regard de son incidence sur l'environnement.
3. Une analyse du système environnemental affecté ou pouvant être affecté par l'environnement, et ax e sur:
 - la caractérisation des composantes (ressources naturelles et humaines);
 - l'identification des mécanismes de fonctionnement et de régulation (conditions et facteurs);
 - l'évaluation des performances dudit système (production, dégradation)
 - Le plan de financement

Cette analyse doit aboutir à un modèle schématique faisant ressortir les principaux aspects (statique ou dynamique, local ou régional) du système environnemental, en particulier ceux susceptibles d'être mis en cause par l'investissement projeté.

4. Une analyse prospective des effets possibles sur le système précédemment décrit, des interventions projetées:

- impacts directs sur les sites, les paysages, la faune, la flore, les milieux naturels (eaux, sols), les équilibres biologiques, les nuisances humaines (bruits, vibrations, émissions, odeur, hygiène et salubrité publiques) et le climat;
 - impacts indirects induits traduisant une réaction des mécanismes de fonctionnement ou de régulation des systèmes en présence;
 - impacts sociaux, culturels et économiques;
 - présentation des différentes alternatives envisageables pour corriger les effets pervers directs ou indirects engendrés par l'investissement sur l'Environnement physique ou humain;
 - définition de quelques indicateurs d'impact pertinents et facilement mesurables qui serviront à évaluer périodiquement l'incidence de l'investissement sur l'environnement physique ou humain;
 - Quantification des impacts via des méthode matricielle, cartographique, économique, ou autre
5. L'étude d'impact rédigée en malgache ou en français, avec une synthèse non technique en malgache et en français, doit faire ressortir en conclusion les mesures scientifiques, techniques, socio-économiques, matérielles envisagées pour supprimer, réduire et éventuellement, compenser les conséquences dommageables de l'investissement sur l'environnement. Ces mesures seront intégrées dans un Plan de Gestion Environnementale du Projet (PGEP).
6. Le PGEP devra comporter au moins:
- sur deux tableaux contigus, la liste des impacts relevés d'un côté et les mesures d'atténuation et leurs paramètres de suivi de l'autre;
 - sur trois tableaux contigus, les caractéristiques actuelles du milieu d'implantation, les caractéristiques prévues en cours d'exploitation et / ou en fin d'exploitation, et les normes de références;
 - le chronogramme de mise en œuvre et de suivi, notamment en ce qui concerne les mesures et contrôle;

- l'évaluation des dangers et les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde ainsi que les paramètres de sécurité.
7. Avant le début de l'étude, tout promoteur régi par une convention d'établissement avec l'Etat Malgache doit obligatoirement soumettre à l'ONE les termes de référence de l'étude d'impact de son projet; ceux-ci définissent l'envergure et l'ampleur de l'impact projeté; des enquêtes socio-économiques s'y ajoutent. Dans un délai de 90 jours, l'ONE et le Ministère chargé de l'Environnement doivent se prononcer sur la pertinence du document soumis à leur appréciation.

Les promoteurs non régis par une convention d'établissement ont la faculté de soumettre à l'ONE les termes de référence de son projet. Dans un délai de 30 jours, l'ONE doit se prononcer sur la pertinence du document soumis à son appréciation. Toutefois, l'avis de l'ONE n'exclut pas la possibilité d'approfondir d'autres éléments survenus au cours de l'étude.

L'avis de l'ONE ne dispense pas du respect des prescriptions légales et réglementaires de Droit commun quant à la protection et le respect des espèces du milieu.

8. Afin de faciliter la prise de connaissance par le public des informations contenues dans l'étude, celle-ci fera l'objet d'un résumé non technique rédigé en malagasy et en français. Ce résumé joint à l'étude et qui en fait partie intégrante, indiquera en substance en des termes accessibles au public, l'état initial du site et de son environnement, les modifications apportées par le projet et les mesures envisagées pour pallier aux conséquences dommageables de l'investissement à l'environnement.

Article 9

L'étude d'impact est rédigé au moins en huit exemplaires originaux. Les études de faisabilité du projet y sera annexé si son contenu n'a pas été intégré dans l'étude.

Les exemplaires sont destinés:

- deux exemplaires au Ministère chargés de l'Environnement;
- deux exemplaires su Ministère dont relève l'activité;
- deux exemplaires à l'ONE;

- deux exemplaires à l'autorité locale du lieu d'implantation.

Si deux ou plusieurs départements ministériels sont concernés par le projet, ils sont chacun destinataires d'un exemplaire original de l'étude d'impact. La liste de ces départements sera fournie par l'ONE.

Section II de la Procédure D'Evaluation

A. De la demande d'évaluation

Article 10

L'évaluation est effectuée sur demande écrite du promoteur adressée au Directeur général de l'ONE. La demande à laquelle seront joints les exemplaires mentionnés à l'article précédent ainsi qu'une déclaration d'investissement, sera, par les soins du promoteur, déposée contre accusé de réception auprès de l'Office National pour l'Environnement qui se chargera de la distribution des documents aux différents destinataires.

Article 11

La contribution de l'investisseur aux frais d'évaluation environnementale et du suivi du PGEP est fixée selon les modalités prévues à l'Annexe III.

Cette contribution peut être comptabilisée en tant que frais d'établissement. Il en est de même en cas d'extensions des investissements existants.

En cas d'investissement échelonné, le calcul de la contribution à l'évaluation par le promoteur de l'EIE peut être basé sur un ou plusieurs lots d'investissement. Toutefois, dans ce cas, l'évaluation ne peut porter que sur les lots concernés. Les autorités compétentes ne pourront en aucun cas être liées par les décisions relatives à ces premières évaluations pour la suite des évaluations.

Dans le cas où les investissements effectifs dépasseraient de plus de quinze pour cent du montant déclaré, l'économie générale du projet est réputée modifiée. Il y a lieu de procéder à une révision du dossier même après délivrance des permis environnementaux. Il appartiendra à l'ONE en collaboration avec le Ministère de l'Environnement d'élaborer les termes de référence de l'étude d'impact supplémentaire. Il lui appartient également de fixer le montant de la contribution complémentaire. Le montant maximum requis ne pouvant être supérieur au

double de la différence retrouvée entre le montant réel de la contribution payée et celui du montant qui aurait été applicable.

Si les investissements effectifs dépassent de plus de soixante pour cent du montant déclaré, une nouvelle procédure doit être engagée.

Pour les investissements existants et nécessitant une mise en conformité, ce taux est applicable uniquement au coût des investissements additionnels requis.

Cette somme sera versée par l'investisseur à un compte spécial ouvert à cet effet à l'ONE et acquittée avant toute évaluation environnementale de l'investissement, suivant l'Annexe III.

Sous peine d'irrecevabilité, la pièce comptable attestant le paiement doit être présentée par l'investisseur au moment du dépôt du dossier de demande d'évaluation. Mention en est portée par l'agent commis à la réception sur tous les exemplaires dont le dépôt est prescrit conformément aux dispositions du présent décret.

B. De l'évaluation par le public

Article 12

L'évaluation par le public constitue une partie intégrante de l'évaluation de l'étude d'impact. Cette évaluation de fait soit par enquête publique ou consultation des documents, soit par audience publique.

La décision sur la forme que prendra l'évaluation par le public relève du comité d'évaluation (article 18).

C. De la consultation sur place des documents

Article 13

Lorsque le projet consiste en de petites opérations dont l'importance ne justifie pas l'organisation d'une enquête publique, la consultation du public est limitée à la communication sur place du résumé non technique de l'étude.

L'ONE vise de cette consultation l'autorité locale du lieu d'implantation qui en informera le public par voie d'affichage suivant la procédure mentionnée à l'article 12.

Le document d'EIE est mis à la disposition du public pendant un délai de 10 jours ouvrables à l'endroit indiqué dans l'avis, sous la surveillance d'un agent désigné à cet effet par l'autorité locale du lieu d'implantation. Cet agent doit également expliquer oralement le document affiché et doit consigner par écrit les dires, observations et suggestions écrites.

Rapport du déroulement des opérations est dressé dans les cinq jours à partir de la clôture des opérations par l'agent commis à la surveillance qui y consigne les dires, observations et suggestions recueillis.

Dans les cinq jours qui suivent l'expiration de ce délai, l'autorité locale transmet à l'ONE le rapport complété par son avis personnel.

Si des observations écrites ou orales ont été consignées, l'ONE convoque le promoteur ou son représentant et lui communique les dites observations en l'invitant à produire dans un délai maximum de sept jours son mémoire en réponse.

Copies du rapport et des réponses du promoteur sont adressés par l'ONE à l'autorité locale du lieu d'implantation pour être tenues à la disposition du public, sans préjudice du droit pour tout intéressé de demander auprès de l'ONE communication du rapport et de document y afférent.

Si des observations écrites ou orales ont été consignées, l'ONE convoque le promoteur ou son représentant et lui communique les dites observations en l'invitant à produire dans un délai maximum de sept jours son mémoire en réponse.

En ce qui concerne les investissements situés en zones urbaines, les attributions environnementales des Communes définies dans ce décret peuvent être transférées aux Fokontany par les autorités compétentes et sur proposition du Ministre de l'Environnement qui peut recevoir à cet effet l'avis de l'ONE.

D. De l'enquete publique

Article 14

L'enquête publique consiste en un recueil des avis de la population affectée, par des enquêteurs environnementaux. Parallèlement à l'enquête, les documents de l'étude d'impact sont mis à disposition du public.

Article 15

Dans les quinze jours suivant la réception de la demande d'étude d'impact, l'ONE transmet à la (aux) commune(s) affectée(s) deux exemplaires du dossier d'étude d'impact avec, vingt affiches en malgache et en français destinées à être placardées, vingt copies de l'article 10 de la Charte de l'Environnement et les badges pour les enquêteurs. Les affiches seront aux dimensions habituelles des lettres administratives et porteront l'entête du Ministère chargé de l'Environnement et de l'ONE. Au tiers supérieur sera imprimée "FANADIHADIANA" pour la version malgache et "ENQUETE" pour la version française. Les affiches seront placardées sur les supports habituels et aux abords immédiats de l'emplacement projeté.

Les affiches devront comporter:

- une description sommaire du projet (3 lignes) et un appel général à la population pour donner son avis;
- les noms des promoteurs;
- le lieu d'implantation;
- les dates de l'enquête;
- l'objet de l'enquête;
- la mention que les enquêteurs porteront une badge signée par le Maire;
- la mention que les documents seront accessibles au bureau de la Mairie.

Article 16

L'enquête est conduite par un ou plusieurs enquêteurs pendant 15 jours au maximum à partir de la date d'affichage. Jusqu'à la mise en place d'un corps spécialisé d'enquêteurs, ces derniers seront nommés par l'ONE sur une liste proposée par chaque commune parmi les membres des commissions foncières. En cas d'inexistence de telles commissions, l'ONE peut nommer directement des enquêteurs.

Le promoteur peut demander à y adjoindre un ou plusieurs experts de son choix, à titre d'observateurs.

Les personnes intéressées à l'opération à titre personnel ou en raison de leur fonction au sein du Ministère, de la collectivité, de l'organisme ou du service qui assure la maîtrise d'ouvrage, la maîtrise d'oeuvre ou la contrôle de l'opération ne peuvent être désignées comme enquêteurs.

Ne peuvent être nommées que les personnes titulaires d'un diplôme au moins équivalent au baccalauréat ou ayant la qualité d'Officier de Police Judiciaire.

Le ou les enquêteurs devront consulter les personnes physiques ou morales aux abords immédiats de l'emplacement projeté ou justifiant d'intérêts licites sur les lieux affectés. Il(s) leur lira l'article 10 de la Charte de l'Environnement avec les références, leur exposera le résumé de l'étude d'impact, leur fera savoir la possibilité de consulter les documents complets à la Mairie et consignera individuellement leurs avis si les personnes enquêtées désirent répondre tout de suite. Dans le cadre contraire elles consigneront sur le registre d'enquête mis à leur disposition et sous la garde d'un enquêteur à la Mairie, leurs avis après consultation des documents.

A l'expiration du délai de 15 jours, dans un délai de 5 jours, les enquêteurs établiront un rapport de synthèse des avis ainsi que leur avis personnels consolidés qu'ils transmettront au(x) Maire(s), avec copie à l'ONE. Le(s) Maire(s) établiront un rapport et transmettront les deux rapports à l'ONE dans un délai de cinq jours.

Si des observations écrites ou orales ont été consignées, l'ONE convoque le promoteur ou son représentant et lui communique les dites observations en l'invitant à produire dans un délai maximum de sept jours son mémoire en réponse.

E. De l'audience publique

Article 17

L'audience publique consiste en une consultation contradictoire des parties intéressées:

- Le public affecté
- Les Associations de protection de l'environnement indépendamment de leur lieu d'implantation
- Les promoteurs de l'activité
- Les Administrations

La liste est arrêtée par le Ministère chargé de l'Environnement qui recueille l'avis de communes intéressées.

Chaque partie a la faculté de se faire assister par un expert pour chaque domaine.

Article 18

Dans les 20 jours suivant la réception de la demande d'évaluation de l'étude d'impact, l'ONE transmet à (aux) Maire(s) concerné(s);

- Deux copies de l'étude d'impact;
- vingt affiches relatives à l'audience publique
- vingt copies de l'article 10 de la Charte de l'Environnement

Les affiches seront aux dimensions habituelles des lettres administratives et porteront l'entête du Ministère chargé de l'Environnement et de l'ONE. Au tiers supérieur sera imprimé "FAMAKAFAKANA" pour la version malgache et "AUDIENCE PUBLIQUE" pour la version française. Elles seront placardées sur les supports habituels et aux abords immédiats de l'emplacement projeté pour une durée de deux mois minimum.

Les affiches devront comporter:

- Une description sommaire du projet
- Les noms des promoteurs
- Le lieu d'implantation
- Les dates de l'audience
- L'objet de l'audience

L'audience est conduite par un ou plusieurs auditeurs. Jusqu'à la mise en place d'auditeurs spécialisés, ils seront nommés sur une liste de personnes proposées par le Maire. A défaut de liste, ils seront nommés directement par l'ONE. Les auditeurs devront être titulaires d'un diplôme au moins égal à la licence et justifient une expérience en étude d'impact sur l'environnement ou en politique environnementale.

L'audience se déroulera dans les locaux de la Mairie ou à défaut en tout autre endroit désigné à cet effet par les affiches.

L'audience commencera par une présentation de l'objet de la séance par l'auditeur. Une lecture publique de l'article 10 de la Charte de l'Environnement terminera l'ouverture de la session.

Il sera par la suite procédé à une présentation du projet par les promoteurs.

Chaque partie présente prendra la parole à tour de rôle. Les interventions de chaque partie peuvent être de deux ordres:

- Une prise de position: acceptation ou opposition;
- Une ou des questions

A chaque question posée, les promoteurs devront apporter des réponses. Dans le cas où cela ne pourra être réalisé sur-le-champ, le promoteur proposera une date pour une seconde audience pour apporter une réponse à ces questions. Cette date ne devrait pas excéder de 30 jours suivant la première audience.

En cas d'opposition au projet, il sera demandé au promoteur si l'objet de l'opposition pourrait être amendé. Dans le cas contraire, le fait sera consigné dans le registre et dans le rapport des auditeurs.

Les auditeurs peuvent demander aux promoteurs des explications complémentaires ou de produire tout document utile. Si pour toute raison, les débats ne sont pas épuisés le jour de l'audience, les auditeurs peuvent reporter la séance pour le lendemain.

Les auditeurs peuvent attendre toute personne dont ils jugent l'audition utile et se tiennent à la disposition de toute personne ou association qui demande à être entendue.

La durée de l'audience ne doit pas excéder 20 jours incluant la période préparatoire.

L'autorité locale du lieu d'implantation dispose, après la clôture, d'un délai de cinq jours pour examiner le dossier et formuler son avis personnel.

Le rapport et le document consignant les conclusions du ou des auditeurs doivent être transmis à l'ONE dans un délai de 10 jours à compter de la date de la clôture de l'enquête. Ce rapport

qui sera rendu public conformément aux prescriptions des deux derniers alinéas du présent article, relate le déroulement des opérations et fera état des observations, suggestions et contre-propositions ainsi que les éventuelles oppositions formulées. Les conclusions motivées du ou des auditeurs qui indiquent si elles sont favorables ou non à l'opération, seront consignées dans un document à part.

Copie du rapport et des conclusions est adressée par l'ONE à l'autorité du lieu d'implantation pour être tenue à la disposition du public. Toute personne intéressée pourra par ailleurs avoir accès auprès de l'ONE au rapport et conclusions du ou des enquêteurs.

Si des observations écrites ou orales ont été consignées, l'ONE convoque le promoteur ou son représentant et lui communique les dites observations en l'invitant à produire dans un délai maximum de 15 jours son mémoire en réponse.

Article 19

Selon les appréciations de l'ONE, plusieurs niveaux d'audience peuvent être effectués (locales, régionales, nationales). Les procédures y afférentes sont décrites à l'article ci-dessus.

Section III De l'évaluation environnementale

Article 20

L'évaluation environnementale consiste à vérifier si dans son étude, le promoteur a fait une exacte application des connaissances scientifiques compte tenu des directives et des normes de références applicables pour le type d'investissement considéré et si les mesures proposées pour prévenir et/ou corriger les effets néfastes prévisibles de l'investissement sur l'environnement sont suffisantes et appropriées.

L'évaluation des impacts environnementaux se fera sur une appréciation de ces impacts par rapport aux valeurs des composantes environnementales affectées. Ces valeurs sont définies aussi bien par des connaissances légales, culturelles, sociales ou économiques que des notions scientifiques ou éthiques.

L'évaluation environnementale doit également prendre en compte toutes les autres dimensions de l'environnement telles qu'elles ressortent de consultation de documents, de l'enquête ou de l'audience public.

A. Des organes d'évaluation environnementale

Article 21

La gestion technique de l'évaluation des EIE est de la responsabilité de l'ONE, qui, constituera un Comité d'Evaluation (CE) ad hoc avec les responsables des Cellules Environnementales au sein des ministères sectoriels concernés et le ministère chargé de l'environnement.

Article 22

Le rapport d'évaluation et l'avis correspondant devront parvenir au Ministère chargé de l'Environnement au plus tard 60 jours à compter de la réception des dossiers complets émanant du promoteur, dans le cas d'enquête publique ou de consultation du document.

Pour les dossiers à audiences publiques, le délai requis est de 120 jours au maximum.

Toutefois, aux délais ci-dessus sont rajoutés les temps de réponse des promoteurs si l'ONE leur adresse des questions ou des demande d'informations supplémentaires. L'ONE dispose entre outre d'un délai de 15 jours à compter de la réception de ces informations supplémentaires pour leur analyse.

Article 23

Il est toujours possible d'établir une convention spécifique entre l'ONE et le promoteur, quant aux délais et aux étapes de l'évaluation.

Article 24

Toute ou partie des attributions de l'ONE en matière d'évaluation peuvent être, éventuellement, déléguées aux communes ou des structures décentralisées des lieux d'implantation de l'investissement, suivant un cahier des charges qui spécifierait les obligations techniques et administratives de chaque partie (ONE et commune ou structure décentralisée).

Le choix des communes ou des structures décentralisées se fera notamment sur la base de leurs compétences propres, de leur structure administrative, de l'existence de services compétents dans leurs circonscriptions.

Article 25

Dans les 10 jours de sa réception du rapport et de l'avis d'évaluation, le Ministre chargé de l'Environnement doit se prononcer sur le permis environnemental.

Il peut demander à l'ONE ou au CE une séance d'explication technique du dossier.

Faute par le Ministre chargé de l'Environnement et l'ONE de statuer dans les délais impartis, il peut être passé outre le permis environnemental selon une procédure à déterminer par voie d'arrêtés.

Le promoteur qui est dans ce cas habilité à poursuivre les opérations projetées, n'est pas cependant dispensé du respect des prescriptions environnementales applicables au type d'investissement considéré.

Sa responsabilité demeure engagée dans les termes du droit commun pour tout dommage causé à l'environnement et découlant de l'investissement entrepris.

Article 26

En cas de refus dûment notifié de délivrance du permis environnemental par le Ministère chargé de l'Environnement. Le promoteur peut solliciter un deuxième examen de son dossier par le Premier Ministre.

A la réception de la demande, l'initiative de révision appartient au Premier Ministre qui saisira le Comité Interministériel pour l'Environnement (CIME) sur la base des éléments évoqués par le demandeur.

Le CIME disposera d'un délai de 30 jours pour le contrôle de l'évaluation effectuée et transmettra les résultats de ses travaux au Premier Ministre qui se prononcera dans un délai de 10 jours au maximum à partir de la réception du dossier y afférent.

Article 27

L'étude d'impact dûment évaluée est insérée dans tout document de demande d'autorisation d'approbation ou d'agrément des travaux, ouvrages et aménagements projetés.

Les rapports du suivi du PGEP sont adressés à l'ONE et au Ministère chargé de l'Environnement par l'opérateur, avec ampliation au Maire de la commune d'implantation.

Article 28

Si par suite d'un bouleversement de l'équilibre environnemental, les mesures initialement prises se révèlent inadaptées, l'investisseur est tenu de prendre les mesures d'ajustement nécessaires en vue de la mise en compatibilité permanente de ces investissements avec les nouvelles directives et les normes environnementales applicables en la matière.

La décision sera prise par l'autorité matériellement ou sectoriellement compétente, sur proposition de l'ONE et en consultation avec le Ministre chargé de l'Environnement. La décision précisera les nouvelles mesures correctrices e t/ ou compensatoires retenues ainsi que le délai d'exécution qui ne peut dépasser trois ans.

Article 29

En cas de cession, le cessionnaire se trouve subrogé dans les droits, avantages et obligations du cédant.

Si des modifications sont apportées par le cessionnaire au projet initial, une nouvelle étude d'impact obéissant aux règles et procédures prévues par le présent texte est requise si les modifications, additifs ou rectificatifs impliquent une modification des mesures prises en matière de protection de l'environnement.

Chapitre III Du suivi et du controle

Article 30

L'assurance de la réalisation du PGEP, résultat de l'étude d'impact, est de la responsabilité de l'investisseur.

Le suivi technique des PGEP est coordonné par l'ONE alors que le contrôle technique de leur réalisation incombe aux ministères sectoriels directement concernés, en association avec les collectivités décentralisées

Les rapports de suivi du PGEP sont adressés au Ministre chargé de l'Environnement et à l'ONE par le promoteur avec ampliation au Maire de la commune d'implantation.

Des manquements et sanctions

Article 31

Constituent des manquements susceptibles de faire encourir des sanctions à l'auteur:

- le non respect du plan de gestion environnementale du projet;
- le fait pour tout investisseur d'avoir entrepris des travaux, ouvrages et aménagements tels qu'ils sont définis à l'article 2 et à l'Annexe I du présent Décret sans étude d'impact, sans publicité et sans évaluation telles que prévues dans le présent Décret;
- le fait par tout investisseur de s'être abstenu de prendre les mesures de correction et / ou de compensation prescrites en cas de manquement dûment constaté;
- l'inexécution totale ou partielle dans le délai prescrit des mesures de mise en conformité de l'investissement avec l'environnement.

Article 32

Le département ministériel en charge du secteur directement concerné se prononce sur les mesures ou sanctions.

En ce qui le concerne, l'ONE est chargé d'exécuter les mesures prises. Il peut, à ce titre requérir les forces publiques.

Article 33

En cas de non respect du PGEP, le Département ministériel compétent adresse à l'investisseur fautif un avertissement par lettre recommandée.

Si l'investisseur néglige de régulariser la situation ou s'abstient de le faire, un nouvel avertissement lui est adressé qui vaut mise en demeure assortie d'un délai de trente jours à l'issue duquel, en cas de non exécution, l'investisseur est contraint de verser une amende compensatrice qui doit être remise au compte d'évaluation de l'ONE (variante à un fond de compensation environnementale créé à cet effet).

Après trois mises en demeure successives comportant le même délai de trente jours, le Département ministériel directement concerné saisit le Ministre chargé de l'Environnement qui peut confier à l'ONE une mission de contrôle.

Le Ministre chargé de l'Environnement peut ordonner la suspension de l'activité. Cette suspension est de plein droit s'il s'avère que des émissions de contaminant ou de tout autre produit ou facteur nocif se situant au-dessus des normes prescrites se manifestent.

Article 34

Les sanctions aux manquements tels qu'ils sont définis au présent Décret sont:

- la remise en état des lieux conformément aux normes environnementales
- l'injonction de procéder dans un délai préfixé à la mise en œuvre de mesures de correction et de compensation sous peine d'astreintes;
- la suspension du permis environnemental

Article 35

Dans les cas graves, établis sur rapport de l'ONE, le Ministre chargé de l'Environnement peut prononcer les sanctions suivantes:

- fermeture temporaire ou définitive de l'établissement;
- arrêt des travaux en cours;

- retrait du permis environnemental;
- démolition des aménagements ou installations non conformes aux prescriptions résultant de l'étude d'impact ou entrepris en l'absence d'une telle étude

Article 36

Sans préjudice des sanctions administratives prononcées par l'autorité légalement compétente et des pénalités assortissant la réglementation environnementale en vigueur, une loi particulière prévoira les sanctions pénales autres que contraventionnelles ainsi que les règles de procédure à suivre, notamment en ce qui concerne la représentation de l'Etat devant les juridictions de Droit Commun.

Chapitre IV Dispositions Transitoires

Article 37

Toutes les activités visées à l'article 2 qui ont commencé après la date du 21 octobre 1992 (date de la première version du Décret relatif à la Mise en Compatibilité des Investissements avec l'Environnement), doivent obligatoirement se mettre en règle par rapport aux normes existantes (article 4). Dans les 18 mois suivants la sortie du présent décret, les propriétaires concernés sont tenus de présenter à l'ONE une demande d'agrément environnemental suivant les procédures des articles 6 à 8. Le contenu de la demande d'agrément environnemental est détaillé en Annexe 5.

A défaut d'avoir présenté cet audit, après rappel par les autorités par lettre recommandée, une amende sera appliquée par période de trente jours de retard, qui sera versée dans le compte d'évaluation de l'ONE. En cas de rappel successif plus de 3 fois, l'activité peut être suspendue. Cette suspension sera décidée par le Ministre chargé de l'Environnement sur rapport de l'ONE.

Les manquements dans l'application effective des dispositions du présent décret, en particulier des récidives afférentes au paragraphe ci-dessus, peuvent entraîner la démolition des installations en infraction dès lors que ces manquements ont entraîné des préjudices pour autrui ou sur l'environnement. La décision de démolition est prise par le Ministère chargé de l'Environnement après avis des Ministères de tutelle.

Article 38

Tous investissements en cours au jour de la publication du présent décret et rentrent dans les catégories visées à l'article 2 du présent décret, doivent s'ajuster aux directives et normes de gestion rationnelle de l'environnement (article 6).

Sont considérés comme investissements en cours, les investissements pour lesquels le dossier complet de demande d'autorisation, d'approbation ou d'agrément est déjà déposé selon les prescriptions légales ou réglementaires en vigueur.

Dans les 180 jours suivants la sortie du présent décret, les promoteurs concernés sont tenus d'en faire la déclaration à l'ONE et de faire connaître, compte tenu des directives et normes environnementales applicables pour les types d'investissement considéré, les mesures déjà prises, en cours ou envisagées pour la protection de l'environnement.

La déclaration accompagnée de tout document utile, doit faire ressortir les moyens permettant le suivi, l'évaluation et le contrôle de l'investissement.

La déclaration qui vaut demande d'évaluation est établie et déposée selon les prescriptions des articles 6 à 8 du présent décret.

Article 39

L'évaluation environnementale des dossiers présentés est faite par l'ONE suivant les mêmes procédures qu'une évaluation d'une EIE.

L'ONE peut demander à l'investisseur tout élément d'information complémentaire ou même prescrire une nouvelle étude (ou audit) environnementale.

Un certificat de Conformité est délivré à l'issue d'une évaluation positive d'une demande d'agrément environnemental.

Le PGEP issu de la demande d'agrément environnemental est suivi et contrôlé suivant les dispositions des articles 30 à 36.

Article 40

La mise en conformité ne peut excéder trois ans. Toutefois, si les activités en cours entraînent des préjudices objectifs, des mesures conservatoires seront prononcées par le Ministre chargé de l'Environnement.

Copie de la décision est communiquée à l'autorité locale du lieu d'implantation pour information.

Ces dispositions ne portent pas préjudice à l'application des dispositions du Droit Commun.

Chapitre V Dispositions Finales

Article 41

Des arrêtés seront pris en cas de besoin pour définir les modalités d'application du présent décret.

Article 42

Le décret n°95-377 relatif à la mise en compatibilité des investissements avec l'environnement est abrogé.

Article 43

Le Ministère de l'Environnement, le Ministre de l'Industrialisation et de l'Artisanat, le Ministre de l'Energie et des Mines, le Ministre du Tourisme, le Ministre de la Santé, le Ministre des Travaux Publics, le Ministre de l'Aménagement du Territoire et de la Ville, le Ministre de l'Agriculture, le Ministre de la Pêche et de Ressources Halieutiques, le Ministre des Eaux et Forêts, le Ministre de l'Elevage, le Ministre de l'Intérieur, le Ministre de la Justice et Garde des Sceaux sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret et qui sera publié au Journal Officiel de la République de Madagascar.

Annexe 1: du decret Projets obligatoirement soumis a l'étude d'impact sur l'environnement

Investissement Obligatoirement Assujettis au Étude D'Impact Environnemental

Infrastructure et Aménagement

- Tout projet de réhabilitation ou de construction de route revêtue d'une longueur de plus de 10 km
- Tout projet de réhabilitation ou de construction de route non revêtue d'une longueur de plus de 20 km
- Tout projet de voie ferré de plus de 10 km de long
- Aéroport à vocation international et régional et/ou piste de +1.500 m
- Toute installation ou agrandissement portuaire recouvrant une surface combinée de plus de 1 km²
- Tout projet d'excavation et remblayage de plus de 300.000 m³
- Tout projet d'aménagement de zone industrielle
- Tout aménagement de stade de + 10.000 spectateurs ou + 6ha
- Tout projet d'énergie nucléaire
- Toute installation hydroélectrique de plus de 300 kw
- Toute installation alimentée par combustible fossile de 1MW
- Toute installation de ligne électrique de +80KV et de plus de
- Tout projet de barrage de plus de 10m de hauteur ou d'une surface de retention de plus de 50 ha

- Tout projet d'aménagement des voies navigables (incluant le dragage) de plus de 5 km ou touchant une zone de +50ha
- Tout projet d'affectation ou aménagement hydroagricole ou agricole de plus de 300ha
- Toute canalisation ou adduction d'eau sur plus de 10 km

Secteur Minier

Mine

- Toute exploitation ou extraction minière de type mécanisé (cf. code minier)
- Tout projet de recherche à partir de la phase de développement et/ou de la faisabilité
- Toute exploitation de substance radioactive (cf OMNIS et textes y afférentes)
- Tout traitement physique ou chimique sur le site d'exploitation de substances minières dont la teneur est < à 70%

Pétrole

- Tout projet d'exploration du pétrole ou de gaz naturel utilisant la méthode sismique et/ou forage.
- Tout projet d'extraction du pétrole ou de gaz naturel (cf. OMNIS)
- Tout projet d'implantation de raffinerie de pétrole brut, de gazéification et de liquéfaction
- Tout projet d'implantation off-shore
- Tout projet d'Extraction de substances minérales bitumineuse de plus de 100m3/jour

Secteur Industriel

- Toute unité de production de pesticide, herbicide, fongicide ayant une capacité de production supérieur à 1 tonne / an

- Toute unité de production de produit pharmaceutique ayant une capacité de production supérieur à 5 tonnes / an
- Toute unité de production d'engrais chimique de plus de 500t/an
- Tout stockage de pesticide, herbicide, fongicide ou combiné de plus de 1000 kilogramme
- Tout stockage de produit pharmaceutique de plus de 3000 kilogramme
- Tout type de traitement de métaux ferreux ou non ferreux d'une capacité de plus de 50t /jour
- Tout type de traitement de produit animal de plus de 1000t /an
- Toute unité de transformation de produit laitier de plus de 5000t/an
- Toute brasserie de type industriel ayant une production de plus de 100 hectolitres/mois
- Toute unité de sucrerie et de transformation de melasse de plus de 10.000t/an
- Tout unité de transformation de produit céréalier , tout huilerie ayant une capacité supérieur à 10.000t/an
- Tout unité de production industrielle de pâtes ou papier
- Toute usine de transformation de bois ayant une capacité de plus de 100 stères/jours
- Toute usine de production d'aggloméré
- Toute unité de tannerie pouvant produire plus de 50.000 unités/an
- Toute usine de production de caoutchouc
- Tout site de construction navale dimensionné pour des bateaux de plus de 1000t
- Tout site de récupération ou d'élimination ou de traitement de déchets solide domestique d'une capacité de plus de 10.000m³/an.

- Tous types de stockage de déchet radioactif
- Tout stockage de produit dangereux d'une capacité supérieure à 10 tonnes ou d'un volume supérieur à 400 m³
- Toute usine de traitement des eaux usées d'une capacité de 30000 équivalent habitant
- Toute exploitation aquacole de plus de 50 ha de surface de bassin

Ressources Naturelles Renouvelables

- Toute introduction de nouvelle espèce
- Tout projet de pêche industrielle en eau continental
- Toute augmentation de plus de 20 % de l'effort de pêche en zone marine par type de ressources
- Tout permis de coupe de plus de 100 ha (ou le seuil à partir duquel c'est le ministre qui donne l'autorisation cf. règlement forestier)
- Toute collecte et vente d'espèces n'ayant jamais fait l'objet de commercialisation par le passé
- Toute création de parcs et réserve naturelle d'envergure national et régional
- Toute introduction d'espèces présente à Madagascar mais non préalablement présente dans la zone d'introduction

Tourisme et Hotellerie

- Toute aménagement d'une capacité hébergement supérieur à 50 lits
- Tout aménagement récréo-touristique d'une surface combiné de plus de 20 hectares
- Tout restaurant d'une capacité de plus de 100 couverts

Annexe 2: Du Decret Projet Obligatoirement Soumis au Programme D'Engagement Environnemental (PREE)

Investissement Obligatoirement Soumis à un Programme D'Engagement Environnemental

Infrastructure et Aménagement

- toute installation de ligne électrique de plus de 60KV et de plus de 10 km.
- Tout projet de route ou de piste de plus 10 km
- Tout projet de construction de port pêches artisanale ou industrielle
- Tout aménagement immobilier en zone urbaine de plus de 10ha
- Toute excavation ou décharge +10.000m³
- Tout projet d'irrigation touchant plus de 200 hectares
- Tout programme de déplacement de population touchant plus de 75 famille
- Tout aménagement d'élevage industriel couvrant une surface globale de plus de 5 hectare
- Tout captage d'eau à des fins de desserte communale

Secteur Minier

Mine

- Tout projet de recherche minière (code minier: permis standard)
- Tout projet d'exploitation de type artisanal (cf. code minier, cas "PER")
- Toute extraction de substances minières des gisements classés rares, (cf. code minier)
- Toute orpillage mobilisant plus de 20 personnes sur un rayon de 500 mètres et moins.

- Toute projet d'extraction de substance de carrière de type mécanisé

Pétrole

- Tout projet de stockage de capacité combiné de plus de 4000 m³
- Tout projet de stockage souterrain combiné de plus de 100m³

Secteur Industriel

- Toute industrie pouvant avoir des répercussions environnementales ou sociales directs ou indirectes et qui n'est pas soumis au étude d'impact environnemental doit faire l'objet d'un plan d'engagement environnemental

Tourisme et Hotellerie

- Aménagement d'une capacité supérieure à 30 lits
- Tout aménagement récréo-touristique d'une surface de plus de 10 hectares
- Tout restaurant d'une capacité de plus de 60 couverts

Ressources Naturelles Renouvelables

- Tout permis de coupe de plus de 50 ha
- Tout permis de capture et de vente pour l'EXPORTATION
- Tout parc et réserve d'envergure communal et privé
- Toute réintroduction d'espèces dans une zone où elle était préalablement présente.
- Toute utilisation ou déviation d'un cours d'eau classé, permanent, de plus de 50% de son débit en période d'étiage

Annexe 3: du Decret Alternative au 0,5% Pour la Participation des Promoteurs au Frais D'Evaluation et de Suivi

Tout investissement soumis a l'EIE doit contribuer au frais d'évaluation et de contrôle selon le dispositif suivant.

Le paiement des frais selon le niveau d'investissement correspond au frais d'évaluation de l'EIE et le suivi pour les 5 premières années d'exploitation.

Le promoteur doit verser, au compte prévu à cette effet, les sommes suivantes selon son niveau d'investissement:

- 10 millions de fmg pour tout investissement de moins de 2 milliard de Fmg
- 0,5% du montant de l'investissement pour tout investissement entre 2 et 25 milliard de fmg
- 50 millions de fmg majorés de 0,3% du montant d'investissement supérieur à 25 milliard pour tout investissement entre 25 et 250 milliard de fmg
- 550 millions de fmg majorés de 0,1 % du montant d'investissement supérieur à 250 milliards pour tout investissement supérieur à 250 milliards.

Un arrêté publié chaque année déterminera la procédure et les charges imputés au promoteur pour le suivi du PGEP. Le promoteur approvisionnera le compte en fonction des dépenses afférentes du .quinquennat précédent. Le promoteur sera débités des frais réels qu'engendre le suivi.

Annexe 4: du decret Proposition du contenu d'une PREE

Programme d'Engagement Environnemental (PREE)

Tout projet soumis au PREE doit, avant le début des travaux, faire approuver son PREE par la cellule environnemental du ministère sectoriel concerné.

Chaque ministère de tutelle, à la demande du promoteur, fournira les directives spécifiques d'établissement du Programme d'engagement environnemental du secteur concerné.

Modalité:

Le document du PREE doit être remis à la cellule environnementale du Ministère concerné en 6 exemplaires.

Le document de PEE devra être entre autre répondre aux exigences conformément aux directives du secteur. Ces directives contiendront au minimum les rubriques suivantes:

Mise en contexte:

- Présentation du promoteur
- Contexte du projet
 - Géographique (délimitation de la zone d'influence du projet)
 - Administratif
 - Légal
 - Titre de propriété ou locatif
 - Bio-physique pertinent

Description du projet

- Description des techniques utilisées

- Description des rejets et nuisances

Identification les impacts sur le milieu naturel et humain

Mesure d'atténuation des impacts identifiés

Mesure de remise en état des lieux

Le ministère de tutelle doit, dans les 60 jours après la remise du document du Programme d'engagement environnemental, délivrer une autorisation qui consigne les engagements du promoteur si ces derniers sont jugés satisfaisants.

Annexe 5: du decret Proposition de Demande D'Agrement Environnemental Permettant L'Obtention d'un Certificat de Conformité

Agreement de Conformité Environnemental

A sa demande le requérant se vera présenté par L'ONE le plan type d'agrement spécifique au secteur faisant l'objet de la mise en conformité selon les disposition de l'article 37 du présent décret

Ce plan contiendra au minimum les rubriques présentées à cette annexe.

Choix de l'auditeur

Le requérant devra choisir un auditeur qui a démontré sa compétence dans le domaine. Si le requérant n'est pas en mesure de trouver un auditeur convenable l'ONE présentera au requérant, au minimum trois auditeurs dont il reconnaît la compétence.

Exécution de l'audit

Réunion d'ouverture

L'auditeur doit présenter l'équipe d'audit au requérant, déterminer les modes de communication entre l'équipe d'audit et l'audité et préparer communément un programme de réalisation de l'audit qui sera présenté à l'ONE.

Recueil de preuves

L'auditeur peut recueillir toute preuve (échantillon , photos, procédé technique, documents, etc) qui aidera à établir le diagnostic, signe de non conformité, etc. toute preuve sera enregistrée sur un registre spécifique dont l'ONE et le requérant auront copie et assurant la confidentialité.

Constats d'audit

Les résultats du diagnostic sont documentés de façon clairs et précis , incluant les pièces justificatives. Il est recommandé que les constats d'audit soient passées en revue avec le requérant afin qu'il prenne de la base factuelle de tous les constats de non conformité.

Les rapports

Le rapport d'audit devra entre autre répondre aux différentes rubriques conformément au plan type d'agrément. Intégrer les analyses, et faire ressortir les recommandations relatives à la mise en conformité des installations du requérant

Le rapport devra être remis au minimum en deux exemplaires au requérant et en 8 exemplaires à l'ONE.

Contenu type d'une demande d'agrément

Introduction

Contexte de L'Activite

- Contexte géographique:
 - Localisation du site;
 - Accès au site.
 - Emprise du projet :
 - Délimitation du site concerné par l'activité du titulaire;
 - Établissement de carte à échelle appropriée;
 - Mise en évidence des différentes occupations existantes avec les infrastructures;
 - Positionnement de l'activité proprement dite.

Description de L'Activite du Requérant

- Renseignements généraux sur le requérant
- Présentation générale de son activité avec historique
- Description des différentes installations de surface liées à l'activité (ce sont les sous-secteurs d'activité)

- Description technique de l'exploitation :
- Schéma général de l'exploitation;
- Méthodes et techniques d'exploitation;
- Mise en relief des 'INPUT-PROCEDES-OUTPUT';
- Moyens mises en œuvres;
- Plan de masse de l'ensemble;
- Régime de travail (organisation – management)
- Rythme de production

Description Sommaire du Milieu Recepteur et des Environs qui sont Affectés par L'Investissement

Environnement Physique

- Topographie (relief, dénivélées);
- Morphologie locale (structure externe : forme des reliefs, versants et zones planes)
- Climatologie (caractéristique climatique locale, bilan hydrique, type de climat régional, mésoclimat local)
- Géologie (cadre géologique, études structurales, stratigraphie et minéralisation)
- Pédologie (les facteurs de pédogénese, description des sols, tendance de l'évolution actuelle du milieu)
- Hydrologie – hydrogéologie (réseau hydrographique, eaux souterraines, qualité des eaux, alimentation en eau potable)
- Etat actuel des nuisances (bruit, vibration, poussiere, gaz, odeur, lumiere, ...)

Environnement Biologique

- Flore et végétation (inventaire et caractéristique)
- Faune (inventaire et caractéristique)
- Identification des écosystèmes, (inventaire et caractéristique)
- Paysage (type de bâtis et d'habitats, points d'appel, typologie du paysage et valeur du paysage)

Milieu Humain (environnement socio-économique et culturel)

- Contexte socio-économique:
- Mode de vie traditionnelle;
- Activité de la population;
- Type d'occupation de sol.
- Contexte culturel et culturel :
- Inventaire des US et coutumes (aspirations et attitudes)
- Valeur culturelle de la région (patrimoine culturel)
- Loisirs

Identification des Impacts Réels

Sous forme de matrice avec référence au preuve et document y afférent

Evaluation du Degré Impact

Sous forme quantitative avec classification de l'importance et leur localisation physique

Proposition de Mesure et Recommandations

En terme de diminution de l'émission des polluants (quantité, concentration) de mitigation des impacts, des modifications des activités ayant des impacts, etc

Programme pour l'atteinte des normes applicables

Proposition de Directive pour l'élaboration d'un PREE dans le Secteur Industriel

Directive pour la Realisation du PREE Programme d'engagement environnemental (secteur industriel)

1. La présentation du promoteur

La présentation inclut les renseignements généraux sur le promoteur, sur ses antécédents en relation avec le projet.

2. Le contexte du projet

Le contexte présente les coordonnées géographiques du projet et ses grandes caractéristiques techniques. Elle expose aussi le contexte d'insertion incluant entre autre la situation actuelle dans le secteur, les objectifs, la problématique ayant motivé le projet ainsi que les contraintes et exigences liées à la réalisation.

La liste ci-après retrace les principales informations utiles pour la présentation du contexte:

- l'état de la situation: historique, problèmes, besoins, opportunités.
- les objectifs liés au projet.
- les aspects favorables ou défavorables en relation avec les problèmes, besoins et états du marché.
- les intérêts et les principales préoccupations des diverses parties prenantes.
- les principales contraintes écologiques
- les exigences techniques et économiques du projet pour son implantation et son exploitation.
- les politiques gouvernementales à l'égard du secteur notamment en matière d'aménagement du territoire, d'environnement, de gestion des ressources, d'énergie et de sécurité publique.

3. Description du projet

Cette section du PREE comprend la présentation des principales technologies possibles et des critères qui ont conduit au choix de la technologie privilégiée. Elle inclut également la description des caractéristiques, pendant toutes les phases de réalisation du projet ainsi que la description des rejets et nuisances produits par le projet.

3.1 Présentation de la technologie

Cette présentation décrit brièvement les avantages et inconvénients des principales technologies, envisagées par le promoteur en tenant compte de celle qui apparaît à priori la plus favorable à l'atténuation ou à l'élimination des impacts. Les technologies de production tout comme les technologies relatives à l'atténuation ou à l'élimination des impacts sont détaillées dans cette présentation.

Le choix de la technologie doit au minimum tenir compte des critères ci-après:

- la capacité de satisfaire la demande
- la disponibilité à priori et la faisabilité sur les plans techniques et juridiques (accessibilité, propriété de terrains, zonage, calendrier de réalisation, main d'oeuvre, etc...)
- la réalisation à des coûts qui ne remettent pas en jeu la rentabilité économique du projet.
- la capacité de limiter l'ampleur des impacts néfastes sur les milieux naturels et humains, en plus de la maximisation des retombées positives.

3.2 Description des caractéristiques techniques

Cette section décrit l'ensemble des caractéristiques connues et prévisibles associées au projet: les activités, les aménagements et travaux prévus, les installations et les équipements majeurs.

Cette description doit couvrir l'ensemble du projet, du transport, de la réception et du stockage des matières premières, en passant par les procédés de production, et ce, jusqu'au mode de gestion des rejets, incluant l'entreposage, le transport et l'élimination des déchets et autres résidus. Toutes les activités susceptibles de provoquer l'émission de contaminants dans l'environnement sont alors indiquées, décrites et localisées, de même que les moyens et les mécanismes prévus pour diminuer la présence de contaminants dans l'environnement.

3.3 Description des rejets et des nuisances

Tant pour les activités d'aménagement et de préparation du lieu que pour les activités en période de construction et d'exploitation, le PREE détermine et caractérise les rejets liquides, solides et gazeux ainsi que les sources de nuisance (bruit, odeurs, nuisances visuelles et autres, provenant des procédés de production).

La description présente les schémas de procédé simplifiés où sont précisés les intrants, les extrants, leurs modes de gestion et leurs points de rejet dans l'environnement.

4. Identification des impacts sur le milieu naturel et humain

Cette section porte sur la détermination et l'évaluation des impacts du projet. Elle considère ainsi les impacts positifs et négatifs, directs et indirects, majeurs et mineurs, immédiats et à long terme et le cas échéant, les impacts cumulatifs, différés et irréversibles liés à la réalisation du projet.

4.1 Principaux impacts sur le milieu naturel

La détermination des impacts sur le milieu biophysique prend en compte les effets sur la qualité des eaux de surface et des eaux souterraines, particulièrement pour l'eau d'alimentation, de même que les effets sur le potentiel des formations aquifères. L'étude prend également en considération, entre autre, les effets sur la qualité de l'atmosphère, les sols, la végétation, la faune et ses habitants, les espèces endémiques, en voie de disparition ou vulnérables, les cultures, les animaux de ferme.

4.2 Principaux impacts sur le milieu humain

L'étude indique les impacts sur l'occupation des sols, principalement les affectations agricoles et les périmètres d'urbanisation.

Elle fournit une estimation des retombées économiques prévisibles associées à l'aménagement et à l'exploitation des installations.

Les impacts économiques peuvent être traduits par la création d'emploi, la valeur des terres et des propriétés, la présence des taxations pour l'Etat et pour les collectivités locales.

L'étude considère aussi les impacts sociaux du projet, soit ses effets sur la population même et son mode de vie, les relations communautaires (culturelles et culturelles) et la qualité de vie de la

collectivité concernée. Les effets peuvent comprendre la modification des habitudes de vie, les nuisances causées par le bruit, les odeurs ou les poussières.

L'étude considère également les impacts sur les infrastructures de services publics et communautaires tels que routes, prises d'eau, service de santé et de protection publique, etc.

5. Mesures d'atténuation des impacts identifiés

L'atténuation des impacts vise la meilleure intégration possible du projet au milieu. A cet égard, le PREE précise les actions, les ouvrages, les correctifs ou les ajouts prévus aux différentes phases de réalisation, pour éliminer les impacts négatifs du projet ou pour réduire leur intensité.

Les mesures d'atténuation ci-après peuvent, par exemple, être considérées:

- l'amélioration du mode et de l'efficacité du traitement des effluents
- la modification du processus de production
- la compensation des sites altérés

6. Gestion des risques d'accident

Les projets à risques d'accidents industriels, notamment les projets d'industries chimiques et les projets de stockage de produits chimiques, comportent une analyse des risques d'accidents technologiques. Si le promoteur est en mesure de démontrer l'assujettissement du projet à un organisme de contrôle qui permet une gestion adéquate des risques, une telle analyse n'est pas requise.

Si une analyse est requise, l'étude décrit les dangers associés au projet, établit les scénarios d'accidents majeurs potentiels, en estime les conséquences et les fréquences.

Les résultats de l'analyse permettent de déterminer les mesures à mettre en place pour minimiser ces risques et de planifier l'intervention d'urgence relatives aux accidents majeurs.

Dans tous les cas, l'étude décrit les mesures de sécurité et présente un plan des mesures d'urgence pour les phases de construction et d'exploitation.

Ce plan doit faire connaître comment l'entreprise entend protéger la population et l'environnement si un accident se produit et indiquer les mesures mises en place à cette fin.

L'étude indique aussi les mesures de contrôle ou de sécurité additionnelles prévues à la suite de l'analyse des risques.

Proposition de Directive pour l'élaboration d'un PREE dans le secteur minier

Directive pour la Realisation du PREE (Secteur Minier)

La directive indique au promoteur la nature, la portée et l'étendue du P.E.E. sur l'environnement qu'il doit réaliser. Elle comprend deux parties maitresses: la présentation du PREE et son contenu.

Le PREE permet de comprendre la démarche de conception du projet dans son ensemble. Plus précisément le PREE:

- décrit les caractéristiques du projet et en explique le contexte de sa réalisation;
- trace un portrait le plus juste possible de l'évolution du milieu pendant et après l'implantation du projet;
- démontre comment le projet s'intègre dans le milieu en présentant l'analyse des effets, en définissant les mesures destinées à minimiser ou à éliminer les impacts néfastes à la qualité de l'environnement et les mesures à prendre pour la remise en état des lieux.

Contenu du PREE

Le contenu du PREE est subdivisé en six parties: la présentation du promoteur, le contexte du projet, la description du projet, l'identification des impacts sur le milieu naturel et humain, les mesures d'atténuation des impacts identifiés et les mesures de remise en état des lieux.

1. La présentation du promoteur:

Le PREE présente le promoteur avec les renseignements généraux lui concernant:

2. Le contexte du projet

Le PREE présente les coordonnées géographiques et met en relief la délimitation de la zone d'influence du projet. Il expose le contexte administratif et légal de son projet, y compris le titre de propriété ou locatif.

Enfin le PREE relate les caractéristiques bio-physiques pertinents:

En voici les principales composantes du milieu:

- le réseau hydrographique (cours d'eau et lac, leur qualité physico-chimique et baténologique et leurs usages en aval des points de rejet)
- la nature des sols, leurs usages passés et le potentiel agricole;
- la géologie (dépôts meubles, perméabilité des sols et lithologie), les pentes, les zones sensibles à l'érosion et aux mouvements de terrain;
- le couvert végétal (type de peuplement, distribution, valeur commerciale et écologique)
- les espèces fauniques et floristiques (terrestres ou aquatiques) et mettant en relief les espèces endémiques, menacées ou vulnérables);
- les zones agricoles, les aires et les aménagements sylvicoles;
- les sources d'alimentation en eau;
- le patrimoine archéologique et culturel;
- les profils social, économiquement culture, socio-sanitaire et culturel (US et coutume) de la population concernée (caractéristiques démographiques, composition du tissu social, mode de vie, culture et cultes locales, état de santé, etc...)

3. Description du projet

Cette section du PREE comprend la présentation des principales technologies possibles et des critères qui ont conduit au choix de la technologie appropriée.

Elle inclut également la sélection d'emplacements pour les infrastructures à mettre en place, la description des caractéristiques techniques du projet selon les différentes phases de sa réalisation, ainsi que la description des rejets et des nuisances produits par le projet.

3.1 Présentation de la technologie

Le PREE présente brièvement les avantages et les inconvénients des principales méthodes et techniques d'exploitation envisagées par le promoteur, en tenant compte de la méthode et

technique qui apparaissent à priori la plus favorable à l'atténuation ou l'élimination des impacts et faciliteront à la remise en état des lieux.

Le choix de la technologie appropriée doit comprendre au minimum les critères suivants:

- la disponibilité à priori et la faisabilité sur les plans techniques et juridiques (accessibilité, propriété des terrains, zonage, calendrier de réalisation, main d'oeuvre, etc...)
- la réalisation à des coûts qui ne remettent pas en jeu la rentabilité économique du projet;
- la capacité de limiter l'ampleur des impacts néfastes sur les milieux naturels et humain, en plus de maximiser les retombées positives.

3.2 Description des rejets et des nuisances

Tout pour les activités d'aménagement et de préparation du lieu que pour les activités en période d'exploitation, le PREE détermine et caractérise les rejets liquides, solides et gazeux et les sources de nuisance (bruit, vibration, poussières, gaz, nuisances visuelles et autres) provenant des procédés d'extraction et de traitement préliminaire du tout venant.

L'étude présente des schémas de procédé simplifiés ou sont précisés les intrants, les extrants, leurs modes de gestion et leur points de rejet dans l'environnement.

4. Identification des impacts sur le milieu naturel et humain

Cette section porte sur la détermination et l'évaluation des impacts du projet. Elle considère ainsi les impacts positifs et négatifs, directs et indirects, majeurs et mineurs, immédiats ou à longs termes et le cas échéant, les impacts cumulatifs, différés et irréversibles liés à la réalisation du projet.

4.1 Principaux impacts sur le milieu naturel

La détermination des impacts sur le milieu biophysique considère les effets sur la quantité et la qualité des eaux de surface, plus particulièrement la qualité des cours d'eau récepteurs de l'effluent minier et des eaux de ruissellement provenant des halds à stériles, à mort-terrain et à minéral.

L'étude prend également en considération, entre autre, les effets sur les sols, la végétation, la forêt, la faune et ses habitats, les espèces endémiques, en voie de disparition ou vulnérable et la perte de biodiversité du milieu.

4.2 Principaux impacts sur le milieu humain

L'étude indique les impacts sur l'occupation des sols, principalement les affectations agricoles et des forêts.

Elle fournit une estimation des retombées économiques prévisibles associées à l'aménagement et à l'exploitation de la mine.

Les impacts économiques peuvent être traduits par la création d'emploi, la valeur des terres et des propriétés, la présence des taxations pour l'Etat et les collectivités locales. L'étude considère les impacts sociaux du projet, soit ses effets sur la population elle-même, le mode de vie, les relations communautaires (culturel et culturel) et la qualité de vie de la collectivité concernée. Ceux-ci peuvent toucher, par exemple, la relocalisation des individus et des activités, la modification des habitudes de vie, les nuisances causées par le bruit ou les poussières. Elle considère également les impacts sur les infrastructures de services publics et communautaires tels que route, prise d'eau, service de santé et de protection publique, aires protégées, etc.

5. Mesures d'atténuation des impacts identifiés

L'atténuation des impacts vise la meilleure intégration possible du projet du milieu. A cet égard, le PREE précise les actions, les ouvrages, les correctifs ou les ajouts prévus aux différentes phases de réalisation, incluant la désaffectation du site minier, pour éliminer les impacts négatifs du projet ou pour réduire leur intensité.

En ce qui a trait plus particulièrement aux mesures relatives à l'exploitation ou au traitement de tout venant, le PREE décrit:

- le mode et l'efficacité du traitement des effluents;
- les modalités de réaménagement des halds à stériles et à minerai et la stabilisation de celles-ci afin de lutter contre l'érosion;

- la prise des mesures adéquats pour la santé, la scolarisation, la sécurité et le bien-être de la population;
- la reconnaissance formelle des dispositions législatives et réglementaires ou une décision officielle qui régit la protection des entités spécifiques de l'environnement (aires protégées, réserves écologiques, zones sensibles, zone agricole, espèces endémiques, menacées ou vulnérables, habitats fauniques, habitats floristiques, etc.)

6. Mesures de remise en état des lieux

Tous les activités minières, la remise en état des lieux est impérative. Elle permet l'intégration du site dans son environnement.

Le PREE doit décrire:

- le programme de restauration progressive pendant l'exploitation, le programme de confinement et de contrôle lors d'une fermeture temporaire et le programme de restauration finale lors de l'abandon et mettant en exergue la description et le phasage des travaux de remise en état du site et ses environs.
- les possibilités d'utilisation de résidus miniers ou de stériles dans les opérations de remblayage, l'utilisation du mort-terrain dans la restauration de sites désaffectés et l'affectation des terres végétales pour la revégétalisation et la régénération des milieux.
- les mesures prises pour assurer les écoulements des eaux de surface
- les possibilités de mise en valeur des installations désaffectées ou réaménagées (habitats faunistiques ou autres)

Motivation des Choix des Seuils D'Assujettissement au EIE et au PREE par Secteur

Secteur Infrastructure et Aménagement

Projets soumis EIE	Explication du seuil
Tout projet de réhabilitation ou de construction de route revêtue d'une longueur de plus de 10 km	travaux de traçage, de terrassement, de remblaiement importants (flux importants des matériaux) pénalisant pour les milieux récepteurs, poussière, bruit, impact sur le transport , les eaux de surface , la faune
Tout projet de voie ferré de plus de 10 km de long	idem au projet de route
Aéroport à vocation international et régional et/ou piste de plus 1.500 m.	l'EIE est applicable pour les pistes à vocation internationale et régional: +1.500m permettant à un ATR 42 d'attérir, Cela permet également d'éviter les études d'impact pour les petites pistes d'hôtel , privé, etc. qui ne sont pas à proximité de milieu sensible.
Toute installation ou agrandissement portuaire recouvrant une surface combinée de plus de 1 km	nécessité des espaces spécifiques pour l'installation du port et les différentes infrastructures, travaux d'aménagement important qui touche deux milieux différents (terrestre et marin) risque d'accident important, impact milieu naturel et humain
Tout projet d'excavation et remblayage de plus de 300.000 m3	pour une telle superficie (+ 30 ha et + 2m de remblai et/ou déblai, les impacts sur les milieux physiques, biologiques et humains sont certainement significatifs)
Tout projet d'aménagement de zone industrielle	Ce type d'aménagement peut facilement avoir des répercussions environnementales s'il est mal planifier et gérer, l'EIE est donc obligatoire pour ces installations
Tout aménagement de stade de + 10.000 spectateurs ou + 6ha	Vu l'importance des ouvrages d'art y afférents, mais également, la plupart du temps, on parle des complexes sportifs, quand il y a construction de stade+ 3 ha sur 180m de côté, importance du bruit, de la circulation , concentration de foule, circulation
Tout projet d'énergie nucléaire	Tous travaux de nucléaire présente un danger permanent pour les milieux bio-physique et humain
Toute installation hydroélectrique de plus de 500 kw	Nécessitant l'implantation de barrage (+ 500 KW) donc possibilité de déplacement de population, inondation de terre, impacts socio-économique important, mise en suspension de matière organique et possible dissolution de métaux lourd, etc
Toute installation alimentée par combustible fossile de 1MW	Existence des rejets polluants et pénalisant pour les milieux récepteurs (bruits, odeurs, stockage de combustible, danger électrique (+ 1 MW)
Toute installation de ligne électrique de +150KV et de plus de 1km	Installation d'ouvrages d'art importante (+ 80 KV) emprise au sol (celle d'Andekaleka est de 163KV) c'est la plus haute tension existant à Madagascar. Le 500KV a été mis en service pour éviter les pertes de transmission.

Projets soumis EIE	Explication du seuil
	madagascar le 5 Km à été mis pour éviter les petits raccordement,etc
Tout projet de barrage de plus de 10m de hauteur ou d'une surface de retention de plus de 50 ha)	barrage +10m de hauteur et recouvrant +50ha, demande un travail d'aménagement important, mais également de problème de stabilité de terrain (sécurité), également idem au barrage hydroélectrique
Tout projet d'aménagement des voies navigables (incluant le dragage) de plus de 5 km ou touchant une zone de +50ha	Milieu peut-être sensible avec beaucoup d'utilisateur, dragage important pouvant causé des impacts biologique et socio-économique important en diminuant la circulation des bateaux et en causant des problèmes à la pêche
Tout projet d'affectation ou aménagement hydroagricole ou agricole de plus de 300ha	Surface importante, pouvant toucher plusieurs familles, travaux relativement importants pouvant durer longtemps (en se référant aux différents pays (+300ha,= rayon de 1km)
Toute canalisation ou adduction d'eau sur plus de 10 km	Travaux importants pouvant causer assèchement / épuisement de nappe souterraine ou eau de surface causant des déséquilibres hydriques. 10 km correspond à une canalisation de grande envergure d'important débit et évite d'intégrer les travaux urbains.
Tout projet de route ou de piste de plus 10 km	La plupart du temps, il s'agit des travaux réalisés par des groupes d'ouvriers non qualifiés "système HIMO" qui peuvent entrainer des effets dommageables aux milieux naturels
Tout projet de construction de port pêches artisanale ou industrielle	Existence des travaux de dragage et d'aménagement assez importants qui pourraient porter atteinte à l'environnement et au milieu sociale
Tout aménagement immobilier en zone urbaine de plus de 10ha	Projet pouvant créer des problèmes de circulation de gestion des eaux usés de gestion des déchets solide, affectation des terres , conflit d'utilisation.
Toute installation de ligne électrique de plus de 60KV et de plus de 10 km.	Installation pouvant avoir des répercussions sur la faune et la flore, répercussion au niveau social seuil choisi en fonction de l'existant 60 Kv inférieur à la ligne intermédiaire existante et 10 km pour éviter branchement urbain
Tout excavation ou décharge +10.000m3	Travaux déblaiement et de remblayage importants pouvant causer des problèmes en fonction de son emplacement, poussière, bruit, circulation de l'eau, etc.
Tout projet d'irrigation touchant plus de 200 hectare	Travaux concernant la plupart du temps les collectivités rurales qui peuvent présenter des danger au niveau de l'affectation des terres, des usages, des transmissions de maladie par l'eau.
Tout programme de déplacement de population touchant plus de 100 famille	+100 familles équivalent environ à 600 personnes nécessitent de la mise en place d'une agglomération assez importante et les services correspondant pouvant demander des travaux d'aménagement non négligeables et créer des pressions sur l'environnement immédiat, conflit d'appropriation de l'espace conflit sociaux avec les résidant, etc

Projets soumis EIE	Explication du seuil
Tout aménagement d'élevage industrielle couvrant un surface globale de plus de 5 hectare	Mise en place des infrastructures spécifiques, mode de gestion des déchets, (fumiers) besoin en eaux , odeurs, maladies, etc
Tout captage d'eau a des fin de desserte communale	Importance de la réserve d'eau, gestion de la qualité de l'eau, distribution,

Secteur Minier

Soumis à l'EIE	Explication du seuil
Toute exploitation ou extraction minière de type mécanisé (cf. code minier)	Pas de seuil. Gros travaux qui touchent plusieurs domaines d'activité et qui portent atteinte à l'environnement
Tout projet de recherche à partir de la phase de développement et/ou de la faisabilité	Commencement des travaux miniers préparatoires (creusement des galeries de reconnaissance, exécution des tranches et réalisation des sondages et forages à maille serrée donc impacts sur l'environnement commence à être important
Toute exploitation de substance radioactive	Activité présentant des dangers imminents (cf OMNIS et textes y afférentes) et définition de substance radioactive
Tout traitement physique ou chimique sur le site d'exploitation de substances minières dont la teneur est < à 70%	Traitement utilisant généralement des produits chimiques/ présence des éléments minéraux toxiques et/ou pénalisant dans les rejets
Tout projet d'exploration du pétrole ou de gaz naturel utilisant la méthode sismique et/ou forage.	Projet concernant une grande surface Utilisation des équipements lourds et ou explosif Mise en place des infrastructures importants Utilisation des techniques spécifiques (forage/sondage) (Cf. OMNIS)
Tout projet d'extraction du pétrole ou de gaz naturel (cf. OMNIS)	Projet de longue durée demandant des normes de sécurité importante et exigeant le stockage et le transport des produits extraits pouvant avoir des répercussions importante sur l'environnement
Tout projet d'implantation de raffinerie de pétrole brut, de gazéification et de liquéfaction	Installation de grande envergure Mise en place des infrastructures importants avec des ouvrages d'arts variés Production de gaz nocifs et de rejets polluants et gênants + 50 ha, # couvrant une superficie sur un rayon de # 400m
Tout projet d'implantation off-shore	Installation pénalisante pour les eaux marines Sondage et forage: possibilité de fuite de pétrole brut
Tout projet d'Extraction de substances minérales bitumineuse	Extraction à destination de construction des routes ou autres ouvrages

Soumis à l'EIE	Explication du seuil
de plus de 100m ³ /jour	Avec ce seuil, les travaux sont équivalents à la possibilité de mise en place de moyens mécanisés
Tout projet de recherche minière (code minier: permis standard)	Ces projets peuvent être de longue durée et mobiliser des équipes lourdes et effectuer certains travaux pouvant causer des problèmes à l'environnement (carottage).
Tout projet d'exploitation de type artisanal (cf. code minier, cas "PER")	Dans le code il est dit qu'une exploitation est considérée de type mécanisé au delà d'une profondeur de 20 m ou avec plus de 20 salariés donc à ce niveau elle passe à l'EIE h <= 20m Au-delà l'exploitation peut rencontrer la nappe phréatique <= 20 salariés ⇒ pb. d'exhaure et excavation importante, <⇒ + 50 m ³ de X°/pour ⇒ on doit utiliser des techniques mécanisés ⇒ exploitation mécanisée
Toute extraction de substances minières des gisements classés rares, (cf. code minier.)	Dans un but de contrôle de la ressource et de son environnemet immédiat (autorisation de l'état)
Toute orpaillage mobilisant plus de 20 personnes sur un rayon de 500 mètres et moins	A partir de ce seuil, l'exploitation constitue une entrave pertinente aux milieux récepteurs
Toute projet d'extraction de substance de carrière de type mécanisé	La mécanisation de l'extraction peut entraîner beaucoup de problème environnementaux, bruits, transport par camion de grande envergure, dynamitage, etc
Tout projet de stockage de capacité combiné de plus de 4000 m ³	Aménagement assez important nécessitant la mise en place des ouvrages d'art vulnérables surtout pour la sécurité impliquant des transports de produit et des risques environnementaux
Tout projet de stockage souterrain combiné de plus de 100m ³	Les stockages souterrains amment des risques important de contamination des sols et des nappes d'eau souterraine sans que l'on puisse déceler rapidement le problème. Le seuil de 100 m ³ est pour éviter le contrôle de tous les stockages type station service.

Secteur Industrie

Seuil EIE	Explication du seuil
Toute unité de production de pesticide, herbicide, fongicide ayant une capacité de production supérieur à 1 tonne / ans	Les pesticides sont des produits très dangereux et de faible quantité peuvent créer un déséquilibre écologique il est donc important qu'il soit soumis à EIE même à de faible production.
Toute unité de production de produit pharmaceutique ayant une capacité de production supérieur à 5 tonnes / an	Idem que pour les pesticides mais avec un danger moindre donc seuil plus élevé
Toute unité de production d'engrais chimique de plus de 500t/an	Les engrais sont peu dangereux et utilisés en grande quantité le seuil est donc fixé en fonction du niveau de production qui entraîne des

Seuil EIE	Explication du seuil
chimique de plus de 500t/an	problèmes reliés à la l'exploitation du site
Tout stockage de pesticide, herbicide, fongicide ou combiné de plus de 1000 kilogramme	Le stockage peu entrainer les mêmes problèmes que la production.
Tout stockage de produit pharmaceutique de plus de 3000 kilogramme	Le stockage peu entrainer les mêmes problèmes que la production.
Tout type de traitement de métaux ferreux ou non ferreux d'une capacité de plus de 50t /jour	<p>A défaut de cas à Madagascar, et sachant que toute usine de traitement de métaux est d'une taille relativement importante le seuil de 50 tonnes à été fixé.</p> <p>Dans le cas du métal les nuisances proviennent des hausses de température provoquées par des rejets d'eau issus de circuits de refroidissement de très grande capacité. Transport des matières premières et fini, grandes demandes d'énergie dans le cas des métaux non ferreux des residus de différente toxicité peuvent être générés.</p>
Tous type de traitement de produit animale de plus de 1000t /an	Les trois plus grandes abbatoires de l'île ont des productions allant de 3000 à 5000 tonnes/ ans le seuil a été fixé pour éviter les abattoires artisanales et toucher les abattoires d'envergure pouvant apporter des problèmes environnementaux
Toute unité de transformation de produit laitier de plus de 5000t/an	Ce seuil ne touche que les grandes entreprises comparables à tiko et socolait. Les impacts de ces types d'usine sont dûs essentiellement à leur effluent chargé organiquement et eau de nettoyage contenant du chlore
Toute brasserie de type industrielle ayant une production de plus de 100 hectolitres/mois	Les grandes brasseries ont des déchets organiques et des effluents chlorés en grande quantité
Toute unité de sucrerie et de transformation de melasse de plus de 10.000t/an	Le Seuil est le volume type d'une usine moyenne à Madagascar
Toute unité de transformation de produit céréalier , toute huilerie ayant une capacité supérieure à 10.000t/an	Sélection du seuil pour des raison des impacts qu'entraine l'installation et l'utilisation des grandes usines, main d'œuvre, approvisionnement, effluent, etc.
Toute unité de production industrielle de pâtes ou papier	Usine utilisant plusieurs produits chimiques, procédé complexe, utilisant beaucoup de matière première
Toute usine de transformation de bois ayant une capacité de plus de 100 stères/jours	Le seuil proposé se situe entre la capacité des grandes scieries artisanales existantes et celle des nouvelles scieries industrielles situées dans la zone de FANALAMANGA.
Toute usine de production d'aggloméré	Usine utilisant des produits chimiques et de la chaleur pouvant engendrer des problèmes de contamination des eaux de surfaces et

Seuil EIE	Explication du seuil
	des odeurs
Toute unité de tanneries pouvant produire plus de 50.000 unités/an	Le seuil proposé est d'environ 50 à 75 % des capacités des unités existantes fonctionnelles ou non. Le processus industriel utilisant de grandes quantités des solutions acqueuses de produits inorganiques et minéraux (sels de chrome, tanins, sulfures...) amène à déverser les résidus des produits de traitement dans les rivières. Le risque de pollution dans ces milieux récepteurs est élevé sans mesure d'atténuation adéquates. Est particulièrement risquée, la pollution insidieuse avec de l'eau apparemment propre à l'oeil mais qui n'est guère favorable au maintien en vie des poissons.
Toute usine de production de caoutchouc	La production de caoutchouc est reconnu comme étant très polluante d'où la fixation de ce seuil
Tout site de construction navale dimensionné pour des bateaux de plus de 1000t	Demandant des aménagements riverains ou portuaire important dragage, et possibilité de contamination des eaux marines
Tout site de récupération ou d'élimination ou de traitement de déchets solide domestique d'une capacité de plus de 10.000m3/an.	<p>Sont concernés surtout les déchets domestiques. Le seuil proposé correspond aux récupérations actuelles dans les grandes villes de province.</p> <p>Les nuisances sont de 3 types:</p> <ul style="list-style-type: none"> • contamination des eaux par le suintement des déchets • odeurs nauséabondes • pollution atmosphérique due à l'incinération à l'air libre des dépôts. <p>Les transformations micro-biologiques qui s'opèrent dans ces dépôts, notamment en période de pluie, favorise le souillage des eaux de rivières environnantes que beaucoup de populations utilisent comme eaux de lavage, voire comme eaux de consommation. Les vecteurs de véhicule des maladies s'y développent également en quantité.</p>
Tous types de stockage de déchet radioactif	Produit hautement dangereux et à grande durée de vie
Tout stockage de produit dangereux d'une capacité supérieure à 10 tonnes ou d'un volume supérieur à 400 m3	Seuil fixé arbitrairement produits dangereux devrait faire l'objet d'un arrêté spécifique pour leur stockage et leur transport en fonction du type de déchet
Toute usine de traitement des eaux usées d'une capacité de 30000 équivalent habitant	Seuil fixé pour les grandes villes de madagascar et les usines de traitement, les usines de transformations style papmad, tiko, etc
Toute exploitation aquacole de plus de 50 ha de surface	Seuil fixé pour éviter l'asujettissement à l'EIE pour les études de faisabilité en crevetticulture et aquaculture industrielle qui vont habituellement entre 10 et 40 hectares
Toute industrie pouvant avoir des répercussions environnementales ou	Toute industrie ayant des contaminants qui quitte l'enceinte de l'usine et qui peut apporter des modifications à l'environnement ou usine qui

Seuil EIE	Explication du seuil
sociales directs ou indirectes est qui n'est pas soumis au étude d'impact environnemental doit faire l'objet d'un plan d'engagement environnemental	créer un bouleversement social par sa présence

Ressources Naturelles Renouvelables

Soumis EIE	Explication du seuil
Toute introduction de nouvelle espèce	Toute introduction de nouvelle espèce peut causer un changement irréversible de l'écologie de l'île
Tout projet de pêche industrielle en eau continental	La pêche industrielle en milieu continentale aurait de grande répercussion sur le milieu socio-économique
Toute augmentation de plus de 20 % de l'effort de pêche en zone marine par type de ressources	Peut avoir des répercussions importantes sur la ressource et le milieu socio-économique
Tout permis de coupe de plus de 1000 ha (ou le seuil à partir duquel c'est le ministre qui donne l'autorisation cf. règlement forestier)	Travaux forestiers de grande importance pour modifier le microclimat d'un lieu et avoir des répercussions importantes sur les milieu naturel notamment la faune
Toute collecte et vente d'espèces n'ayant jamais fait l'objet de commercialisation par le passé	Peut créer des pressions importants sur l'espèce et la réduire à une niveau critique
Toute création de parcs et réserve naturelle d'envergure national et régional	Peut avoir des répercussions socio-économiques importantes
Toute introduction d'espèces présente à Madagascar mais non préalablement présente dans la zone d'introduction	Peut créer des modifications de la dynamique d'espèces présente sur les lieux et créer des déséquilibres écologiques à court terme
Tout permis de coupe de plus de 500 ha	Travaux pouvant avoir des répercussions importantes sur la dynamique écologique du lieu
Tout permis de capture et de vente pour l'Exportation	Les exportateurs devraient s'engager à des règles de conduite spécifique pour limiter les abus du mécanisme de contrôle à mettre en place
Tout parc et réserve d'envergure communal et privé	Pouvant créer des impacts socio-économiques importants
Toute réintroduction d'espèces dans une zone où elle était préalablement présente.	Peut avoir des impacts sur la dynamique des autre esp`ces présente
Toute utilisation ou déviation d'un cours	Peut engendrer des répercussions socio-économiques et biologiques

Soumis EIE	Explication du seuil
d'eau classé, permanent, de plus de 50% de son débit en période d'étiage	important sur le partage des ressources en eaux entre les différents utilisateurs le long d'un cour d'eau

Tourisme et Hotellerie

Seuil EIE	Explication du seuil
Tout aménagement d'une capacité hébergement supérieur à 50 lits	Pouvant avoir des répercussions environnementales importantes sur l'utilisation de l'espace, impact socio. Gestion des déchets solide et liquide, etc
Tout aménagement récréo-touristique d'une surface combiné de plus de 20 hectares	Pour les même raisons que la capacité d'hébergement
Tout restaurant d'une capacité de plus de 100 couverts	Pour les même raisons que la capacité d'hébergement
Aménagement d'une capacité supérieure à 30 lits	Pouvant avoir des répercussions relativement importantes sur les milieux naturel et humains si les précautions nécessaires ne sont pas prises
Tout aménagement récréo-touristique d'une surface de plus de 10 hectares	Pouvant avoir des répercussions relativement importantes sur les milieux naturel et humains si les précautions nécessaires ne sont pas prises
Tout restaurant d'une capacité de plus de 60 couverts	Pouvant avoir des répercussions relativement importantes sur les milieux naturel et humain si les précautions nécessaires ne sont pas prises.

Motivation du Choix de L'Alternative au 0,5% Comme Participation du Promoteur a L'Évaluation de l'EIE et au Suivi du PGEP

L'alternative à la valeur des 0,5 % de l'investissement à verser par le promoteur pour l'évaluation et le suivi a pour principaux objectifs:

- De trouver un mode de paiement et d'en démontrer la logique
- D'assurer l'applicabilité de ce mode de paiement
- D'assurer la transparence de la procédure
- D'assurer une simplicité dans le calcul

Une étude économique faite lors de cette consultation a démontré qu'il n'y a pas de lien directe entre l'investissement et les coûts d'évaluation de l'EIE incluant le suivi du PGEP.

Cette étude a également démontrée qu'il y un coût minimale de traitement d'un dossier et que ce coût pour des petits projets n'est pas couvert par les 0,5 % demandé par l'ancien décret. Par-contre, pour des projets à investissement lourd ce même pourcentage implique des coûts souvent inexplicable dans le cadre du mandat de l'ONE qui le lie à la MECIE (évaluation et surveillance).

L'étude a permis d'évaluer des coûts de traitement des dossiers pour différents secteurs d'activités. Ces coûts correspondent en effet au frais réels moyens engageable par l'ONE pour l'analyse type d'une entreprise de taille moyenne Des essais d'établissement de coût pour le suivi ont également été effectué. Cependant, ces coûts sont trop aléatoires pour en faire ressortir une constante. En effet les coûts de suivi fluctuent entre autre en fonction de l'emplacement de l'entreprise à évaluer, de son accessibilité, du nombre de paramètre à évaluer et/ou analyser, de la conscience environnemetale du gestionnaire de l'entreprise qui peu avoir des conséquences sur la qualité des mesures de mitigation ou d'atténuation que l'entreprise s'est engagés à réaliser, etc.

A partir de ces faits et des évaluations de coût effectués les orientations suivantes ont été présent:

- Un coût minimale d'évaluation sera fixer
- Plus un investissement est important plus il risque d'être complexe et composé de plusieurs secteurs d'activité dans sa phase de construction et/ ou exploitation et plus les coûts d'évaluation et de suivi risque d'être élevé. Il est donc important de conservé cette notions d'investissement dans l'établissement de la participation des promoteurs
- Toutefois, les investissements lourds doivent voir leur taux de participation diminuer à partir d'un certain niveau d'investissement. Le contraire est difficilement explicable simplement par le mandat de l'ONE face à la MECIE

Ces différentes orientations on permis d'établir dans un premier temps les taux mentionnés à l'annexe trois. Ces taux pourraient être affinés en fonction du type d'investissement mais deviendrait a ce moment plus complexe à comprendre et à calculé et allourdirais le décret.

Pour ce qui en est du suivi il a été proposé que le paiement se fasse par tranche de 5 ans sous forme d'approvisionnement d'un compte d'ou serait débiter les coûts de suivi au coûts réel. Ces coûts et la procédure y afférente étant précisé dans un arrêté annuelle ou bi-annuel. Ce système assure la transparence et pénalise les opérateurs qui ferai une mauvaise gestion de leur installation et causerait des problèmes environnementaux. Les bon gestionnaires pour leur part auraient des inspections moins fréquentes et donc des coûts de suivi moins élevés.

Cette façon de faire incitera les opérateurs à maintenir un environnement de qualité pour éviter que les dépenses reliés à leur surveillance deviennent importante.

Cette politique devrait être conservée tant et aussi longtemps que l'état ne pourras assumer seul les tâches incombant à la protection de l'environnement notamment le suivi des établissements susceptible de polluer.